

# Cohésion sociale, solidarités, territoires...

Associations et projets à réinventer ?



## ATELIER A1

DOSSIER DOCUMENTAIRE

### EUROPE

#### SCÉNARIOS D'UNE EUROPE SOCIALE (OU PAS)

##### L'ATELIER

Dans un contexte européen qui s'accélère, porté par le « single market act », la dimension sociale commence à être mieux considérée. Fin 2011 : le paquet Almunia sur les aides d'État et les propositions de directives marchés publics et contrats de concession reconnaissent la spécificité des services sociaux tandis que les entreprises sociales font leur entrée dans l'Union européenne. Début 2012, l'initiative citoyenne est possible et 2013 sera l'année

européenne de la citoyenneté. Un peu partout dans les pays européens, des lois sur l'économie sociale naissent. Assiste-t-on aux prémices d'une Europe sociale ? Que sera l'Europe sociale en 2020 ?

Cet atelier aura pour objet de retranscrire les démarches prospectives qui ont été menées sur des scénarios possibles d'une Europe sociale (ou pas).

##### LE DOSSIER

Ce dossier contient une liste de textes ressources sur cette thématique : ouvrages de référence, articles d'Union Sociale, textes réglementaires, guides, communiqués et positionnement politique...

Il mentionne également les sources et les liens vers les sites Internet ou les numéros de fiches de notre base d'information. Pour obtenir le commentaire de notre

réseau et le document en texte intégral (saisir le n° de fiche dans l'espace recherche en page d'accueil du site). Remarque : les commentaires de la base d'information peuvent être réservés aux adhérents de l'Uriopss ou de l'Uniopss.

Dossier établi au 10 janvier 2013 par les documentalistes du réseau Uniopss-Uniopss.



Article 117 : « *Les États membres conviennent de la **nécessité de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail** de la main d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès.* »

Traité de Rome, 1957

## Sommaire :

### ➤ L'Europe sociale : généralités et enjeux

La protection sociale

L'acte pour le marché Unique

Paquet Almunia, les aides d'État et les SIEG

La commande publique, les marchés publics et les contrats de concessions

### ➤ Les leviers et les freins

L'Europe sociale face à la crise

L'entreprise sociale / L'entrepreneuriat social

L'initiative citoyenne

Le statut de la Fondation Européenne

Un statut de l'association ?

### ➤ Les scénarios possibles

L'Europe sociale : perspectives pour l'avenir

Mobilisation des associations

### ➤ L'Europe sociale : généralités et enjeux

**Chapitre 2 « Europe »** issu de l'ouvrage « Rentrée sociale des associations sanitaires, sociales et médico-sociales, enjeux politiques et budget prévisionnels 2013 » / Uniopss, septembre 2012, pages 17-27

⇒ Au sommaire :

1. Entrepreneuriat social et entreprise sociale
2. La réforme des aides d'Etat
3. Nouvelles réglementations et réformes
4. Directive services, services à la personne
5. Année européenne 2012

**Europe : les priorités de l'Uniopss pour les 5 ans à venir** / Uniopss, 27 juin 2012, pages 9-16 - Fiche n°66887

⇒ Commentaire du réseau Uniopss-Uriopss :

Dans le secteur de l'Europe, les priorités de l'Uniopss sont les suivantes :

1. Assurer le suivi de la mise en œuvre des réglementations sur l'entrepreneuriat social, notamment en établissant un lien régulier entre le représentant des pouvoirs publics français du groupe d'experts de la Commission Européenne sur l'entrepreneuriat social (GECES) et la Commission Europe du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS).
2. Instituer un lieu permanent d'analyse, de concertation et d'élaboration multipartite, en lien avec le Secrétariat général aux affaires européennes, qui vise à porter une vision globale des services sociaux, à l'échelon français et européen et à assurer le suivi de la réglementation européenne
3. Créer une journée de la citoyenneté européenne, qui viserait notamment à la sensibilisation et la présentation de l'initiative citoyenne européenne
4. Adopter le statut de l'association européenne
5. Élaborer une charte du dialogue civil qui prévoirait les modalités de participation et de concertation de la société civile organisée

**Bilan social de l'UE, 2011** / David Natali et Bart Vanhercke, ETUI et Observatoire social européen, 2012, 301 pages.

L'édition 2011 du Bilan social examine de quelle manière l'UE s'est modifiée tout au long de cette phase de turbulences. Les innovations institutionnelles se sont accompagnées de nouveaux instruments de gouvernance économique et d'un renforcement du paradigme de l'austérité. Au-delà de la gouvernance économique, cette édition éclaire l'état du dialogue social européen, le rôle des fonds structurels, le destin de la dimension sociale de la stratégie Europe 2020 et les activités de la Cour de Justice de l'UE. L'analyse du niveau européen est complétée par un examen critique des réformes nationales en termes de soins de santé.

**Un répertoire des acteurs de l'Europe sociale** / Uniopss, 20 mai 2010 - Fiche n°55606 (fiche réservée aux adhérents identifiés)

Ces acteurs sont classés en 8 grands groupes :

1. Acteurs institutionnels de l'Union européenne : triangle institutionnel, institutions consultatives, autres institutions, ressources
2. Institutions françaises et ressources
3. Think tanks / organismes européens : partenaires sociaux, laboratoires d'idées
4. Think tanks / organismes français
5. Réseaux et groupements européens (classés par thématiques)
6. Lieux de dialogue civil
7. Organismes privés
8. Partis politiques (européens et français)

## La protection sociale

**La protection sociale en France et en Europe - Présentation des comptes de la protection sociale de 2010** / Drees, revue *Études et résultats* n°807, août 2012, 8 pages.

**La protection sociale en France et en Europe en 2010** / Drees, Comptes de la protection sociale, 2010, Document de travail, *Série statistiques* n°170, juin 2012, 209 pages.

**Droit européen et droits sociaux** / Drees, *Revue française des affaires sociales*, janvier-mars 2012.

⇒ Présentation :

Quarante ans après les premiers textes relatifs à la coordination des régimes de sécurité sociale, vingt ans après la signature d'un premier protocole sur la politique sociale dans le cadre du traité de Maastricht, quinze ans après l'intégration des objectifs sociaux dans le traité et le lancement de la stratégie européenne pour l'emploi, et au moment où la stratégie 2020 prend le relais de la stratégie de Lisbonne, il est apparu souhaitable à la RFAS de faire un point sur l'impact du droit européen sur les droits sociaux. Quel est le rôle joué par le droit communautaire, largement construit dans une perspective économique et financière, dans l'évolution des droits sociaux dans les différents États membres ?

**Mandatory social security services: reaction by the commission to Mr Tarabella's press release** / Michel Barnier, *European Commission*, 18 octobre 2010.

[http://ec.europa.eu/commission\\_2010-2014/barnier/headlines/news/2012/10/20121018\\_en.htm](http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/barnier/headlines/news/2012/10/20121018_en.htm)

**La privatisation fantasmée de la sécurité sociale en Europe** / Marie Herbet et Jean-Sébastien Lefebvre, *Euractiv.fr*, 17 octobre 2010.

<http://www.euractiv.fr/economie-et-finance/privatisation-fantasmee-securite-sociale-europe-16853.html>

**Union européenne et protection sociale** / Jacques Bourrinet, Dominique Nazet-Allouche, La documentation Française, 2002, 205 pages.

## L'acte pour le marché Unique

**Acte pour le marché unique. Ensemble pour une nouvelle croissance** / Commission Européenne, brochure d'avril 2011.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/smact/docs/20120206\\_new\\_growth\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/smact/docs/20120206_new_growth_fr.pdf)

**Acte pour le marché unique**, 2011.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/smact/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/smact/index_fr.htm)

## Paquet Almunia, les aides d'Etat et les SIEG

**Paquet Almunia : les clés de lecture de la CPCA** / CPCA, octobre 2012, 8 pages  
<http://cpca.asso.fr/mutasso/financements/paquet-almunia-les-cles-de-lecture-de-la-cpca>

La CPCA décrypte les conséquences des nouvelles règles européennes relatives au financement des services d'intérêt économique général (SIEG) sur le financement des associations

**La réforme des aides d'Etat** / Uniopss, 16 août 2012- Fiche n° 67534.

Etat des lieux des réglementations européennes, des enjeux identifiés pour le secteur non lucratif sanitaire et social et des actions menées par l'Uniopss.

**Règlement n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général** / Journal Officiel de l'Union Européenne, 26 avril 2012 - Fiche n° 66152.

**Paquet Almunia-Barnier, Nouvelle donne pour les SSIG** / Compte-rendu de la conférence organisé par le Collectif SSIG le 2 février 2012 - Fiche n° 65307

**Décision de la commission du 20 décembre 2011, relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général** / Journal officiel de l'Union Européenne, 11 janvier 2012 - Fiche n° 65225

**Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général** / Journal Officiel de l'Union Européenne, 11 janvier 2012 - Fiche n°65225

**Communication de la Commission. Encadrement de l'UE applicable aux aides d'Etats sous forme de compensations de service public** / Journal Officiel de l'Union Européenne, 11 janvier 2012 - Fiche n° 65225

⇒ Commentaire du réseau Uniopss-Uriopss :

La réglementation sur les aides d'Etat étant arrivée à échéance en 2011 (paquet Monti Kroes 2005), trois textes du 20 décembre ont été publiés au journal officiel de l'UE le 11 janvier 2012. Ils entrent en vigueur à compter du 31 janvier 2012, tandis que le règlement sur les minimis est encore en discussion et devrait être publié en avril.

La décision énonce les conditions pour qu'une aide d'Etat soit compatible avec le marché intérieur et exemptée de l'obligation de notification préalable :

- exemption de l'obligation de notification préalable étendue aux services sociaux\* (auparavant limitée aux hôpitaux et au logement social) ou pour les compensations inférieures à 15 millions d'euros par an (auparavant 30 millions).
- durée du mandat inférieure à 10 ans (sauf investissement important devant être amorti)
- critères du mandat, avec référence à la décision
- compensation (calcul et définition du bénéfice raisonnable)

L'Uniopss salue l'extension de l'exemption de notification aux services sociaux, indépendamment de leur montant. Cela signifie que le Commission considère que ces services sociaux sont par

essence des services qui ne vont pas affecter les échanges intra-communautaires, et dans ce sens, nous saluons cette évolution. Cela va donc alléger la charge administrative qui était liée à la notification par les autorités administratives et par conséquent fluidifier les relations contractuelles et de financement entre les administrations publiques/les collectivités locales et les organisations non lucratives sanitaires et sociales.

\* (article 2-1c) : Les services visés par l'exemption de notification sont :

« les services répondant à des besoins sociaux concernant les soins de santé et de longue durée, la garde d'enfant, l'accès à la réinsertion sur le marché du travail, le logement social et les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables. »

L'encadrement

Les cas non compris dans la décision sont réglés par l'encadrement

En raison du risque plus élevé de distorsion de concurrence, ces compensations doivent être notifiées. [...]

***L'Uniopss répond à la consultation de la Commission Européenne sur les services d'intérêt économique général (aides d'Etat) / Uniopss, 17 octobre 2011, 3 pages - Fiche n° 63351.***

***Services sociaux d'intérêt général : entre finalité sociale et libre-concurrence / Think Tank Pour la Solidarité, Cahier de la Solidarité n°27, série Cohésion sociale et économie sociale, 2011, 111 pages - <http://www.pourlasolidarite.eu/Services-sociaux-d-interet-general,11423>***

## **La commande publique, les marchés publics et les contrats de concessions**

***Développement des marchés publics : quels impacts et solutions pour les associations ? / CPCA, Note de juin 2012, 4 pages.***

Alors que les marchés publics se généralisent pour financer les activités associatives, cette note expose les conséquences de ce recours massif des pouvoirs publics aux appels d'offres et émet des pistes de solutions.

***La concession de service public / Patrice Cossalter, Editions Territorial, décembre 2011, 96 pages.***

***L'eupéanisation des services publics / Pierre Bauby, Les Presses de Sciences Po, octobre 2011, 196 pages.***

## > Les leviers et les freins

### L'Europe sociale face à la crise

**Le modèle social européen en émergence** / Yves Barou, revue *Questions d'Europe*, n°248, 16 juillet 2012. [http://www.robert-schuman.eu/doc/questions\\_europe/qe-248-fr.pdf](http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-248-fr.pdf)

⇒ Présentation :

Dans un contexte où la crise de la zone euro entraîne des conséquences sociales évidentes, la Fondation Robert Schuman publie ce texte qui, partant de la diversité des modèles sociaux nationaux, s'interroge sur l'émergence d'un modèle social européen. Cette question est abordée dans une perspective comparative et globale. Au-delà des trois types classiques de modèles sociaux - continental, anglo-saxon et nordique -, un modèle social européen commun est en formation. Le pacte pour l'emploi, un cadre commun pour le dialogue social, les normes communes des entreprises européennes en témoignent. Ce modèle social européen doit devenir, au plus vite dans le contexte actuel de la crise, un atout pour l'Europe.

**Un nouveau contrat social pour renforcer la cohésion et la solidarité dans l'Union** / Ignacio Fernandez Toxo, revue *Le monde*, édition du 27 juin 2012. [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/06/26/un-nouveau-contrat-social-pour-renforcer-la-cohesion-et-la-solidarite-dans-l-union\\_1724701\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/06/26/un-nouveau-contrat-social-pour-renforcer-la-cohesion-et-la-solidarite-dans-l-union_1724701_3232.html)

Ainsi l'Union européenne ne sortira de la spirale de crises dans laquelle elle est embourbée qu'en posant des choix politiques forts. Parmi ces choix, il en est qui concernent directement la « communauté de destin » qui lie les citoyens européens. Ce n'est qu'en renforçant la cohésion et la solidarité que l'Europe pourra sortir de la crise par le haut. C'est à cette tâche que s'attelle la Confédération européenne des syndicats (CES). Réunis les 5 et 6 juin 2012, les dirigeants syndicaux européens se sont unanimement prononcés en faveur d'un nouveau contrat social pour l'Europe.

**Quel droit social dans une Europe en crise ?** / Marie-Cécile Escande Varniol, Sylvaine Laulom, Emmanuelle Mazuyer, Editions Larcier, juin 2012, 400 pages.

L'ouvrage rend compte de l'impact de la crise économique et financière de 2008 sur les réformes des droits sociaux de 11 États européens.

**L'Europe sociale et la crise : repenser l'agenda** / Eulalia Rubio, revue *Notre Europe*, octobre 2009. [http://www.politiquessociales.net/IMG/pdf/Policypaper36-fr-Agenda\\_01.pdf](http://www.politiquessociales.net/IMG/pdf/Policypaper36-fr-Agenda_01.pdf)

⇒ Présentation :

La crise nécessite une réforme de la gouvernance sociale au niveau communautaire et un certain changement dans la manière de concevoir la politique sociale. L'approche basée sur l'intégration au marché du travail, qui a présidé aux politiques sociales et d'emploi mises en œuvre par l'UE ces dernières années, doit être atténuée au profit d'une approche plus équilibrée entre promotion sociale, prévention sociale et protection sociale.

## L'entreprise sociale /L'entrepreneuriat social

**L'émergence du concept d'entrepreneuriat social/entreprise sociale** / Christèle Lafaye, Uniopss, 14 août 2012 - Fiche n° 67535.

⇒ Commentaire du réseau Uniopss-Uriopss :

- 1- Trois textes : (voir pièces jointes de la fiche 67535 de notre site)
  - 6 octobre 2011 : proposition de règlement sur le changement et l'innovation social(e)
  - 25 octobre 2011 : communication de la Commission européenne, initiative sur l'entrepreneuriat social
  - 7 décembre 2011 : projet de règlement sur le fonds d'entrepreneuriat social.
- 2- Les enjeux :

Les entreprises sociales font partie de l'économie sociale : quelles seront les modalités d'améliorer leur visibilité, leur financement et leur cadre juridique ?

  - quelle place des associations au niveau européen ? [...]
- 3- Les actions de l'UNIOPSS :
  - 4 octobre 2011 : audition de l'UNIOPSS par le Cabinet de Michel Barnier, Commissaire européen services et marché intérieur
  - réalisation d'une plaquette « Poids du secteur associatif en France et en Europe, focus sur les associations sanitaires et sociales », octobre 2011 (fiche n°64179)
  - 11 janvier 2012 : inter-Commission Europe et Vie Associative sur l'entrepreneuriat social/les entreprises sociales
  - participation à la Commissions Europe du CSESS : étude et avis sur les textes
  - dossier « Sur le chemin de l'Europe sociale » dans Union Sociale, mai 2012.

**Vers un label européen pour les financeurs solidaires ?** / Ramón Luis Valcárcel Siso, Sophie Auconie, *Euractiv.fr*, juin 2012.

<http://www.euractiv.fr/label-europeen-financeurs-solidaires-article>

L'UE cherche à attirer les capitaux privés vers les activités à vocation sociale. Une manière de changer l'image de la finance, tout en aidant les entrepreneurs à ne plus dépendre uniquement des subventions publiques.

**Entrepreneuriat social : la nouvelle vague. Dossier** / revue *Juris Associations* n°436, avril 2011.

L'entrepreneuriat social est dans l'air du temps et ne cesse de se diversifier. Les différentes conceptions de l'entreprise sociale et de l'entrepreneuriat social sont profondément ancrées dans les contextes au sein desquels ces organisations naissent et se développent. En Europe, l'entreprise sociale est de plus en plus soutenue par des politiques publiques au risque de figer l'innovation sociale à un certain stade en l'institutionnalisant, et en instrumentalisant les entreprises sociales dans le cadre d'agendas politiques, leur ôtant l'essentiel de leur autonomie et de leur créativité.

**Approches européennes et américaines de l'entreprise sociale: une perspective comparative** / Jacques Defourny et Marthe Nyssens, revue *Recma*, janvier 2011.

L'émergence des concepts d'entreprise sociale et d'entrepreneuriat social, venus des deux côtés de l'Atlantique, et l'approche Emes, ancrée dans les réalités européennes. Un contexte, un débat.

***Entreprises sociales et entrepreneuriat social en Grande Bretagne*** / Maïa Souviron, revue *Recma*, janvier 2011.

D'après le réseau de recherche Emes, qui propose de cerner l'entreprise sociale européenne en regroupant les caractéristiques communes à ces structures dans les pays de l'Union Européenne, la lumière est faite sur le cas britannique afin de questionner le concept-réalité d'entreprise sociale et de fournir un élément de réflexion pour le débat en France. Ou comment tirer des enseignements sur l'humanité dans l'économie sociale.

***Panorama de l'entrepreneuriat social dans les pays de l'OCDE*** / Tarik Ghezali, Jean-Pierre Pellegrin, Avise, Programme LEED de l'OCDE, revue *Entreprendre Autrement* n°2, octobre 2007.

Eclairage des réalités, enjeux et perspectives de développement de l'entrepreneuriat social en Europe et au Québec.

## L'initiative citoyenne

**Base de données : Initiative européenne citoyenne. Registre officiel** / Commission européenne. <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/welcome?lg=fr>

**Les Processus participatifs dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020. Avis du CESE** / Comité économique et social européen, juillet 2012.  
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.soc-opinions.23177>

**Guide sur l'initiative citoyenne** / Parlement européen, 22 avril 2012 - Fiche n°66875.

Le 1<sup>er</sup> avril 2012 est entrée en vigueur au sein de l'Union européenne « l'initiative citoyenne » prévue par le traité de Lisbonne de 2007. Ce mécanisme permet à des citoyens européens de déposer une proposition à la Commission s'ils récoltent un million de signatures dans 7 pays de l'Union. A disposition de chaque citoyen de l'Union, un guide interactif détaille cette procédure.

**L'Année européenne des citoyens (2013). Avis du CESE** / Comité économique et social européen, mars 2012. <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.soc-opinions.1994>

**Rapport 2010 sur la citoyenneté de l'Union. Lever les obstacles à l'exercice des droits des citoyens de l'Union** / Europa.eu, Direction générale de la justice, 2011.  
[http://ec.europa.eu/commission\\_2010-2014/reding/factsheets/pdf/citizenship\\_report\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/reding/factsheets/pdf/citizenship_report_fr.pdf)

**La Commission européenne propose de faire de 2013 l'« Année européenne de la citoyenneté »** / Europa.eu, communiqué de presse du 11 août 2011.  
<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/959&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

**La participation. Une chance à saisir. Lançons-nous !** / Uniposs, revue *Les cahiers de l'Uniposs* n°21, mai 2010.

Pour une réelle intégration, la participation des personnes en situation d'exclusion est nécessaire. Accessible et simple à appréhender, ce cahier invite à organiser une ou des pratiques de participations. Il est illustré par de nombreux exemples et citations de personnes en situation d'exclusion. Il est étoffé de nombreux exemples européens et français en matière de participation ; les contributeurs relatent des événements qui ont eu lieu, en cours ou renouvelés régulièrement.

**Règlement n°211/2011 du parlement européen et du conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne** / Journal officiel de l'Union européenne, 11 mars 2011.

## Le statut de la Fondation Européenne

**Proposition de règlement du conseil relatif au statut de fondation européenne, Com (2012)35 final** / Commission Européenne, 8 février 2012.

⇒ Disponible sur le site : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/company/docs/eufoundation/proposal\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/company/docs/eufoundation/proposal_fr.pdf)

## Un statut de l'association ?

**Avis du Conseil économique et social français sur le statut de l'association européenne** / Jean-Marc Roirant, revue *la Tribune Fonda* n°191, avril 2008, pages 5-43

⇒ Disponible sur le site : [http://www.fonda.asso.fr/IMG/pdf/tr191\\_p5-43.pdf](http://www.fonda.asso.fr/IMG/pdf/tr191_p5-43.pdf)

Annexé à une contribution du Forum civique européen à une consultation de la Commission européenne sur la citoyenneté en Europe datant de juin 2010.

> **Les scénarios possibles**

**L'Europe sociale : perspectives pour l'avenir**

**La programmation budgétaire 2014-2020 et les fonds structurels : quelles perspectives pour les acteurs de l'ESS ? Note** / Think Tank Pour La Solidarité, CRESS Paca, juin 2012, 22 pages

<http://www.pourlasolidarite.eu/La-programmation-budgetaire-2014?lang=fr&retour=y>

Cette note d'analyse retrace les grandes lignes de la politique de cohésion et du Fonds social européen (FSE), fonds vital pour l'économie sociale avec laquelle il partage des objectifs d'inclusion sociale et un caractère innovant. L'étude répertorie et décortique les changements et les opportunités que le FSE pourrait offrir pour 2014-2020.

**Quelle politique de relance pour la France ? Ni austérité ni croissance : l'Europe n'a d'autre espoir que la solidarité** / James K. Galbraith, revue *Le Monde*, édition du 14 juin 2012.

L'austérité a fait son temps. La récession à double creux qui sévit au Royaume-Uni et les 11 % de chômage européen nous montrent à quoi elle mène. Les manifestants grecs et espagnols témoignent des souffrances qu'elle suscite. La vie politique française atteste que les électeurs n'en veulent pas. Lors d'une récente conférence à Berlin, les hauts fonctionnaires de la Banque centrale européenne (BCE) n'ont trouvé à citer d'autre exemple que la Lettonie à l'appui de leur politique d'austérité. C'était lamentable. Il est désormais de bon ton de proposer une alternative : la croissance. Augmentation des bénéfices, revalorisation des salaires, création d'emplois. Tout cela est bien beau.

**Un pacte européen de promotion et d'investissement dans les infrastructures et entreprises sociales. Leviers de la croissance et de la confiance. Note** / Nicole Alix-note, Confrontations Europe, 8 juin 2012, 6 pages

<http://www.confrontations.org/images/confrontations/Groupes/Ecosoc/2012-06-08Les%20infrastructures%20sociales%20dans%20le%20SMA%20IIV3.pdf>

**Dossier Europe – Sur le chemin de l'Europe sociale** / Uniopss, revue *Union sociale*, n°257, mai 2012.

Le dossier comporte les articles suivants : Réinventer l'Europe sociale, Espagne : une économie sociale en phase de consolidation, Entretien avec Jacques Delors, Entretien avec Thierry Weishaupt, Belgique : l'imagination au cœur des solidarités, Quel bilan un an après les Etats généraux ?

**Pour un investissement social européen puissant et solidaire** / Nicole Alix, revue *Juris associations* n°458, mai 2012.

[http://www.confrontations.org/images/confrontations/Presse/2012-05\\_dossier\\_almunia.pdf](http://www.confrontations.org/images/confrontations/Presse/2012-05_dossier_almunia.pdf)

**Agir pour une santé durable : Priorités et perspectives en Europe** / Think Tank Pour la Solidarité, revue *Cahier de la Solidarité* n° 25, série Développement durable et territorial, 2011, 156 pages

[www.pourlasolidarite.eu/Agir-pour-une-sante-durable?var\\_recherche=sant%E9%20durable?lang=f](http://www.pourlasolidarite.eu/Agir-pour-une-sante-durable?var_recherche=sant%E9%20durable?lang=f)

**Les Services à la Personne en Europe : Regards croisés et approche européenne sur un enjeu d'avenir** / Think Tank Pour la Solidarité, revue *Cahier de la Solidarité* Hors-série, 2011, 60 pages

<http://www.pourlasolidarite.eu/Les-Services-a-la-Personne-en?lang=fr&retour=y>

**Les scénarios dans 10 ans (résumés). Université d'automne faire ensemble 2020** / Fonda, novembre 2011, 8 pages [http://fonda.asso.fr/IMG/pdf/6Resumes\\_scenarios-2.pdf](http://fonda.asso.fr/IMG/pdf/6Resumes_scenarios-2.pdf)

**Réduction de la pauvreté : l'Europe s'engage sur des objectifs chiffrés** / Bruno Groues, Uniopss, Note d'information du 17 janvier 2011 - Fiche n°59336.

Lors du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement en juin 2010, les 27 ont pris l'engagement de « sortir au moins 20 millions de personnes du risque de pauvreté et d'exclusion d'ici 2020 ».

**Après Lisbonne, l'Europe adopte une nouvelle stratégie (Europe 2020)** / Note d'information de l'UNIOPSS, 28 juin 2010 - Fiche n°56228.

Lors du Conseil européen du 17 juin 2010, l'Union européenne a adopté "Europe 2020", sa nouvelle stratégie « pour l'emploi et une croissance intelligente, durable et inclusive ».

Cette stratégie, qui prend la suite de la « Stratégie de Lisbonne » 2000-2010, doit « aider l'Europe à se remettre de la crise et à en sortir plus forte par le renforcement de la compétitivité, de la productivité, du potentiel de croissance, de la cohésion sociale et de la convergence économique ».

Le Conseil européen a confirmé les cinq grands objectifs qui avaient été proposées par la Commission dans une communication du 3 mars 2010 et qui doivent guider l'action des États membres pour favoriser l'emploi, améliorer les conditions de l'innovation et de la R&D, atteindre les objectifs fixés dans le domaine du changement climatique et de l'énergie, améliorer les niveaux d'éducation et favoriser l'inclusion sociale.

**Projet pour l'Europe à l'horizon 2030. Les défis à relever et les chances à saisir** / Rapport du groupe de réflexion au Conseil européen sur l'avenir de l'UE à l'horizon 2030, mars 2010, 46 pages - [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/Reflection\\_FR\\_web.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/Reflection_FR_web.pdf)

**L'Europe sociale, état des lieux et perspectives.** Rapport d'information n°413 / Richard YUNG, commission des affaires européennes, 15 mai 2009

L'intervention de l'Union européenne en matière sociale fait l'objet d'une attente forte des citoyens européens, et particulièrement français, comme l'a révélé, en 2005, le non au référendum sur le projet de traité constitutionnel. Cette attente se trouve encore renforcée aujourd'hui du fait de la crise économique et financière, dont les conséquences sociales sont manifestes.

Ce rapport s'attache donc à dresser un bilan des réalisations de l'Union européenne en matière sociale. Il tente d'expliquer les blocages rencontrés actuellement dans ce domaine et esquisse des pistes permettant de conduire à une relance de l'Europe sociale dans les années à venir.

## Mobilisation des associations

***Paver la longue marche de l'intérêt général européen : confronter les acteurs pour fédérer les batailles*** / Confrontations Europe, revue *La Revue* n°98, avril/juin 2012, pages 10-31

<http://www.confrontations.org/images/confrontations/publications/Revue/98/R98CHANTIERS.pdf>

***La crise anthropologique et l'économie sociale et solidaire. Note*** / Confrontation Europe, 12 juin 2012, 6 pages

[www.confrontations.org/images/confrontations/Groupes/Ecosoc/2012-07-01\\_crise%20anthropo\\_IESSLipietz.pdf](http://www.confrontations.org/images/confrontations/Groupes/Ecosoc/2012-07-01_crise%20anthropo_IESSLipietz.pdf)

Compte rendu de réunion du Groupe Economie sociale sur une approche anthropologique de l'Economie Sociale et Solidaire par Alain Lipietz.

***Nouveaux modes de financement des entreprises sociales et de l'économie sociale : le projet de la Commission sur les fonds d'investissement solidaire, besoins visés et dispositifs en réponse*** / Confrontations Europe, 20 décembre 2011.

[http://www.confrontations.org/images/confrontations/Groupes/Ecosoc/2011-12-20CR\\_GT\\_ECOSOC.pdf](http://www.confrontations.org/images/confrontations/Groupes/Ecosoc/2011-12-20CR_GT_ECOSOC.pdf)

Compte-rendu de réunion du Groupe Economie sociale avec Didier Millerot, chef d'unité adjoint, Unité MARKT G4 - gestion d'actifs Jean-Claude Detilleux, vice-président du Crédit Coopératif

***L'Europe prohibe l'assurance solidaire. Prise de position*** / Uniopss, 26 janvier 2011 - Fiche n°60293.

Par une décision en date du 26 janvier 2011, la Commission européenne a remis en cause l'exonération fiscale des contrats de complémentaire santé "solidaires et responsables" accordée par l'Etat français.

Dès 2008, l'Uniopss avait alerté la Commission européenne sur les risques d'une telle décision sur l'accès aux soins des personnes fragiles.

***Pour une Europe sociale, apprenons la MOC. Cahier de propositions.*** / CNLE (Conseil national des Politiques de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion), 1<sup>er</sup> décembre 2010, 27 pages

[http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier\\_de\\_propositions\\_groupes\\_MOC-26nov.pdf](http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier_de_propositions_groupes_MOC-26nov.pdf)

Le projet "Pour une Europe sociale, apprenons la MOC" (MOC = Méthode Ouverte de Coordination) est porté par la Fondation de l'Armée du Salut en collaboration avec le Secours Catholique, l'Uniopss et les Uriopss de Haute Normandie, Nord pas de Calais, Champagne Ardenne, Ile de France, Provence alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon et la Direction générale de la Cohésion sociale (Dgcs).

***Pour une nouvelle approche de l'UE sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG)*** / Manifeste européen, Uniopss et Labo de l'ESS, 14 octobre 2010, 3 pages

[http://www.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2010/J\\_octobre\\_2010//57908ManifesteEuropeen\\_SSI\\_Goct2010.pdf](http://www.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2010/J_octobre_2010//57908ManifesteEuropeen_SSI_Goct2010.pdf)

**UE 2020 : L'Europe sociale toujours absente selon les activistes** / Euractiv.fr, 25 février 2010.

<http://www.euractiv.com/fr/priorites/ue-2020-leurope-sociale-toujours-news-286999>

Les experts du domaine social et de l'emploi pensent que le projet "UE 2020" ne va toujours pas suffisamment loin pour favoriser une Europe durable et solidaire, bien que certains aient perçu de légères améliorations par rapport aux précédents projets.

**Comment les associations européennes œuvrent à construire cette Europe que l'on voudrait sociale ?** / Plateforme Social, 19 juin 2008.

<http://www.socialplatform.org/News.asp?news=17974>

# Réinventer l'Europe sociale



Par Christèle Lafaye,  
conseillère technique « Europe et  
vie associative » à l'Uniopss

© M. Le Moine

**L'**Europe s'est construite sur des bases économiques fortes, où l'économie sociale et solidaire (ESS) n'avait pas encore l'envergure actuelle. Le contexte récent nous laisse entrevoir une évolution certaine vers la prise en compte européenne de la dynamique de cette économie qui met l'humain au cœur de toute action.

La crise, les dettes des États, l'entrée de l'entrepreneuriat social de plain-pied dans l'Union européenne (UE) : ce contexte global, associé aux objectifs de l'UE (le Single Market Act, la stratégie Europe 2020) et au développement de l'économie sociale à l'intérieur même des pays européens, converge vers la

prise en compte par l'Union de cette économie spécifique parce que sociale.

Dans un « tout économique, tout marché », quelle place l'Europe va-t-elle donner à l'ESS ? Vers quelle Europe sociale se dirige-t-on ? On constate indéniablement une évolution avec la montée en puissance de l'économie sociale dans les pays européens d'abord. Ensuite, il s'avère que l'UE a elle aussi enclenché des dynamiques qui prennent en compte cette dimension sociale, qu'il s'agisse de l'engagement, des dons aux organismes d'intérêt général, des services sociaux d'intérêt général, de l'entrepreneuriat social ou de la dimension citoyenne.

De multiples clignotants s'allument depuis quelques années parmi les pays européens. Un vent d'économie sociale ou d'entrepreneuriat social souffle en effet sur les États membres. Cette vague s'étend dans les pays de manière différente : ici une réglementation sur l'économie sociale, là une instance institutionnelle idoine, là-bas une réglementation sur l'entreprise sociale...

## Des initiatives nationales

On assiste ainsi à l'éclosion de réglementations sur l'économie sociale (comme le décret wallon de >>>



2008 ou la loi espagnole en 2011), sur l'entreprise sociale (en 2003 en Finlande, au Royaume-Uni), à la mise en route d'instances institutionnelles (création du Conseil national de l'économie sociale portugais et du Conseil supérieur de l'ESS français en 2010) ou encore à la naissance de mouvements tels que les États généraux de l'ESS qui ont rassemblé à Paris 5 000 personnes en juin 2011, tandis qu'une loi-cadre sur l'ESS se prépare en France. Cette économie sociale pèse plus de 11 millions de salariés, dont 7 millions travaillent dans des associations. Le secteur regroupe également la majeure partie des 100 millions de bénévoles en Europe.

Des marches vers l'Europe sociale se dessinent aussi depuis quelques années. 2011 a ainsi été l'Année européenne du bénévolat et du volontariat, preuve que l'UE ne reste pas indifférente à ce mode d'engagement propre au secteur non lucratif. En 2009, la Cour de Justice de l'Union Européenne a consacré une sorte de contribution des États de l'UE à l'intérêt général européen. En effet, chaque État doit étendre le bénéfice de l'avantage fiscal aux dons qui sont faits à des organismes sans but lucratif de l'UE dès lors qu'ils présentent les caractéristiques d'intérêt général propres à son territoire.

En mars 2011, le Parlement européen a demandé l'instauration des statuts pour les associations, fondations et mutuelles tandis qu'en février 2012, une proposition de règlement du statut de la fondation européenne a vu le jour. Le statut de fondation dans les circuits, celui de la mutuelle à l'étude, la société coopérative européenne réévaluée : tout cela va dans le bon sens. Néanmoins, il faut rester vigilant face à l'oubli du statut d'association dans la liste des acteurs de l'économie sociale du « Single Market Act » et à la possible option entre le statut « éventuel » de l'association « et/ou » de l'entreprise sociale, envisagée par l'initiative sur l'entrepreneuriat social de la Commission Européenne. Auditionnée

par le cabinet du Commissaire Barnier en octobre 2011, l'Uniopss a souligné l'importance du statut d'association à l'échelon européen.

En décembre 2011, le paquet « Almunia » sur les aides d'État et les propositions de directives marchés publics et contrats de concession a été le signe d'une prise en compte de la spécificité des services sociaux. Ainsi, l'exemption de notification préalable à la Commission européenne de ces services, quel que soit leur montant, est bien le signe qu'ils sont considérés comme n'affectant pas les échanges intracommunautaires.

## Entrepreneuriat social

L'expression entrepreneuriat social est apparue dans les textes européens en octobre 2010 et s'est concrétisée un an après avec l'initiative sur l'entrepreneuriat social. Celle-ci définit un concept englobant de l'entreprise sociale qui répond à 3 critères : un objectif social d'intérêt commun, des bénéfices principalement réinvestis dans la réalisation de cet objet social, un mode d'organisation basée sur des principes démocratiques, participatifs ou visant la justice sociale. Cette initiative a pour objectifs d'améliorer l'accès aux financements, la visibilité et l'environnement juridique de ces entreprises sociales, « acteurs de l'économie sociale ». Un

groupe d'experts aura pour mission de veiller pendant 6 ans à sa mise en œuvre.

Plusieurs pays européens prennent en compte l'économie sociale dans leur réglementation. Parallèlement, l'Europe s'ouvre à l'économie sociale, aux citoyens, aux services sociaux, aux modes d'entreprendre avec un objectif social. On assiste donc bien aux prémices d'une Europe sociale. Cette tendance ne peut qu'être renforcée par le contexte actuel de crise intense et par le constat quasi unanime que le tout économique et la recherche de profit ne peuvent porter un projet de société.

Et justement, l'économie sociale recèle plusieurs dimensions sur lesquelles l'Europe pourrait s'appuyer pour développer sa dimension sociale. L'économie sociale a en effet cette dimension désintéressée, citoyenne, collective et de cohésion sociale. Entreprendre en ESS c'est d'abord viser un objectif d'utilité sociale, sociétale.

C'est pour toutes ces raisons que l'économie sociale n'a pas vocation à rester enfermée dans un tout économique et financier, elle est autre chose. Oui, elle est économique, mais elle est aussi politique. Les artisans de l'Europe sociale ont tout intérêt à monter dans ce train en marche. Alors, en route vers un « Single Social Act » ? ■

### Petit agenda social européen :

27 janvier 2009 : **Arrêt Persche de la CJCE. L'eurodonateur est reconnu.**

Octobre 2010 : **3<sup>e</sup> forum SSIG**

2011 : **Année européenne du bénévolat et du volontariat**

Mars 2011 : **Le Parlement européen demande des statuts pour les associations, fondations et mutuelles.**

Octobre 2011 : **Initiative sur l'entrepreneuriat social**

Décembre 2011 : **Paquet « Almunia » et propositions de directives marchés publics et contrats de concession**

Février 2012 : **Proposition de règlement du statut de la fondation européenne**

Avril 2012 : **Initiative citoyenne**

2013 : **Année européenne de la citoyenneté**

2014 : **Année de l'Europe sociale ?**

**NOTES :**

.....

.....

.....

.....

.....



Retrouvez tous les dossiers documentaires du Centre Ressources  
sur le site du Congrès et sur nos sites internet, dès le 11 février 2013

► [www.congres-uniopss.fr](http://www.congres-uniopss.fr)

► Les sites internet du Réseau Uniopss-Uriopss

|   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| URIOPSS Alsace . . . . .                                | www.uriopss-alsace.asso.fr           |
| URIOPSS Aquitaine . . . . .                             | www.uriopss-aquitaine.asso.fr        |
| URIOPSS Auvergne Limousin . . . . .                     | www.uriopss-auvergnelimousin.asso.fr |
| URIOPSS Bourgogne . . . . .                             | www.uriopss-bourgogne.asso.fr        |
| URIOPSS Bretagne . . . . .                              | www.uriopss-bretagne.asso.fr         |
| URIOPSS Centre . . . . .                                | www.uriopss-centre.asso.fr           |
| URIOPSS Champagne-Ardenne . . . . .                     | www.uriopss-ca.asso.fr               |
| URIOPSS Franche-Comté . . . . .                         | www.uriopss-f-comte.asso.fr          |
| URIOPSS Guadeloupe . . . . .                            | www.uriopss-guadeloupe.fr            |
| URIOPSS Ile de France . . . . .                         | www.uriopss-idf.asso.fr              |
| URIOPSS Languedoc-Roussillon . . . . .                  | www.uriopss-lr.asso.fr               |
| URIOPSS Lorraine . . . . .                              | www.uriopss-lorraine.asso.fr         |
| URIOPSS Martinique . . . . .                            | www.uriopss-martinique.com           |
| URIOPSS Midi-Pyrénées . . . . .                         | www.uriopss-midipyrenees.asso.fr     |
| URIOPSS Nord Pas de Calais . . . . .                    | www.uriopss-npdc.asso.fr             |
| URIOPSS Normandie (Basse . . . . .                      | www.uriopss-basse-normandie.asso.fr  |
| URIOPSS Normandie (Haute) . . . . .                     | www.uriopss-hautenormandie.asso.fr   |
| URIOPSS Pays de la Loire . . . . .                      | www.uriopss-pdl.asso.fr              |
| URIOPSS Picardie . . . . .                              | www.uriopss-picardie.asso.fr         |
| URIOPSS Poitou-Charentes . . . . .                      | www.uriopss-poitou-charentes.asso.fr |
| URIOPSS Provence - Alpes Côte d'Azur et Corse . . . . . | www.uriopss-pacac.asso.fr            |
| URIOPSS Rhône Alpes . . . . .                           | www.uriopss-ra.asso.fr               |
| URIOPSS La Réunion-Mayotte . . . . .                    | www.uriopss-reunion.asso.fr          |
| UNIOPSS . . . . .                                       | www.uniopss.asso.fr                  |